

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE	p.1
Jeumont-Mors-Renault-	
A propos de Julian Grimau	
Lunéville	
U.S.A.	p.6
Grève des quotidiens	
New-Yorkais.	
LA GREVE DES MINEURS	p.11
Leçon d'une grève	
La fin de la grève à Lens.	p.15
LIAISONS - FINANCES	p.21

LE NUMÉRO

mensuel

0.50 Fs

N° 18

MAI 1963-

les travailleurs en france

INFORMATIONS DES CAMARADES d'ENTREPRISES /

JEUMONT: (construction mécanique et électrique)

Une dizaine de fraiseurs se sont mis en grève par solidarité avec l'un d'entre eux -un jeune de 18 ans qui venait d'être embauché- et que la maîtrise voulait régler à 22% au lieu de 27%: ils demandaient que leur camarade soit réglé au même taux. Ils ont fait un tract pour avertir les 800 ouvriers de l'usine. Au bout de 4 jours, la Direction a cédé, pardessus la tête de la maîtrise. Voici le tract :

" Sonnez trompettes de la renommée

Battez tambours de la parade, le jour de gloire est arrivé pour les minabl

" Les fraiseurs sont en grève, et cela depuis mercredi matin.

L'un d'eux ose gagner 500 Frs. Il est jeune, c'est trop.

La maîtrise, les gros bras, les durs de durs, prend des mesures et hop, on diminue le boni déjà faible de 5%.

Le gars se retrouve avec 22% de boni et s'il n'est pas content, ouste, dehors ! Paraît qu'ils ne veulent pas de fainéants, ici..

Faut pas leur en vouloir, ils ont des complexes ...

Rendez-vous compte, on les empêche de dormir.

Alors, que penser d'une maîtrise qui se permet d'émettre des jugements à distance et à partir d'une moralité douteuse, imbibée de j'men foutisme caractérisé de sommeil lourd, entrecoupé de fortes crises hystériques.

Heureusement, nous sommes vaccinés contre la rage. Merci Pasteur.

Nous sommes bien certains que tous ceux qui savent juger à sa juste valeur l'effort particulier et permanent qui nous est demandé (nous entendons par là tous ceux qui travaillent aux temps) seront de tout coeur avec nous.

A cet effet, les fraiseurs remercient les équipes tour, perçage et fraisage série qui nous ont, hier après-midi, manifesté leur solidarité en débrayant une demi-heure.

Le cas qui se présente actuellement au fraisage, c'est un cas des plus banals, un cas qui revient fréquemment. C'est pourquoi il est important que notre lutte soit soutenue et victorieuse si nous voulons dans un avenir prochain créer les conditions pour aller vers un travail plus digne sans temps. "

"les fraiseurs"

Quel changement avec la prose syndicale habituelle. Les syndicats CGT et CFTEC ont sorti aussi un tract pour appuyer les fraiseurs. Mais les

arguments qu'ils emploient sont des conseils à la Direction (nous avons souligné les passages pleins de sens sur ce point) :

"...Mercredi et jeudi dernier, les fraiseurs ont cessé le travail, où est le gain de la direction?..

" C'est une question de principe, et bien pour les fraiseurs aussi, et ils ont raison. Tous unis, ils veulent que ce problème soit examiné et solutionné favorablement et une fois pour toutes en abolissant les temps.

" A Jeumont Nord, cette question est à l'essai depuis trois mois; pourquoi pas à St Denis?

"A Jeumont Nord, Monsieur Pons reçoit les délégués, pourquoi refuse-t-il de les recevoir à St Denis?

"Nous sommes certains que tous ces problèmes qui ont peu de valeur pour la direction et une très grande importance pour les travailleurs seraient examinés plus sérieusement évitant ainsi des conflits qui risquent d'être dangereux.

" Les élus CGT et CFTC soutiennent avec force la lutte des fraiseurs, les temps trop courts ne sont pas un problème particulier aux fraiseurs, ils existent dans chaque équipe où l'on mène une course contre la montre, ainsi ce problème est aussi bien le vôtre. "

" Déjà des équipes l'ont compris et mercredi dernier les tours, perçage et fraisage série débrayaient en signe de solidarité.

"Jeudi dernier, devant le refus de la direction de recevoir les fraiseurs, les équipes I2S- I2T- I2C- perçage, fraisage série, réception, cessèrent le travail pour que les fraiseurs soient reçus et l'augmentation des salaires.

"M.Marmoz qui avait quitté l'entreprise pour l'après-midi dut rentrer précipitamment pour recevoir 4 délégués, mais l'entretien n'apporta rien de nouveau.

" C'est pourquoi aujourd'hui, les fraiseurs reprennent la lutte soutenus par l'ensemble des travailleurs et les élus CGT, CFTC, qui d'ailleurs signaleront ce cas au comité central d'entreprise.

" Fort de l'unité et de votre appui, les fraiseurs amèneront la direction à reconnaître ses torts et non pas de les faire supporter à un jeune de 18 ans".

A propos d'une "petite lutte" sans le vouloir, les délégués définissent leur rôle " éviter des conflits qui risquent d'être dangereux" (dangereux pour qui?). En termes clairs, cela veut dire: si vous nous écoutiez (on vous signale tout au comité d'entreprise) tout marcherait si bien. (Il semble que maintenant pour éviter de tels conflits la maîtrise distribue des bons d'arrêt qui permettent de donner "plus de souplesse" à la production).

MORS: (signalisation électrique)

Des bouleversements sont en cours dans l'organisation du travail sans que l'on sache le but poursuivi. Les journaux ont annoncé un accord passé avec Jeumont et une autre boîte pour la signalisation dans les chemins de fer (partage des marchés? études communes? répartition du travail?).

RENAULT: (Billancourt).

Les élections de délégués ont marqué un léger gain de la CGT mais en réalité peu de changement. Dans le collège ouvriers et employés il y a 2473 inscrits en plus, le pourcentage de non-votants passe de 15.77% (1962) à 15.43% (1963) soit 85 votants de plus. La CGT passe de 64.33% des inscrits à 65% mais

l'augmentation des inscrits et le jeu de la proportionnelle font que les 3 sièges supplémentaires (le nombre de délégués augmente avec le nombre de voix) lui sont attribués.

Le camarade observe que le rôle joué par les syndicats dans la grève des mines n'a amené aucune modification dans les votes pour les syndicats. D'autres camarades pensent que l'on ne peut en tirer aucune conclusion quant à l'adhésion des travailleurs aux syndicats. Dans les mines, 60% des mineurs étaient syndiqués CGT, 80% votaient CGT; cela n'a pas empêché qu'ils ont "désobéi" aux ordres de la CGT qui voulait le premier mars limiter la grève à 48 h, et qu'ils ont réagi violemment à l'ordre de reprise. L'adhésion au syndicat est plus souvent motivé par des considérations d'intérêt (avoir la paix, espoir d'un avantage) que par une conviction. Les 20% de syndiqués ne sont pas les travailleurs les plus conscients.

TRACTS SYNDICAUX RENAULT:

(extrait de "Notre lutte... chez Renault- CFTC- 22/4/63- N° 164)

"Pour un syndicalisme positif:

"..Face à un patronat solidement organisé, avec l'appui du Gouvernement des monopoles, pour enrayer toutes actions revendicatives, les travailleurs doivent prendre les moyens d'engager à fond la lutte.

"La direction de la Régie a institué la prime anti-grève. Répondons par la Caisse de grève.

" La CFTC quant à elle, a déjà institué sa caisse de grève. C'est ainsi que les mineurs CFTC en grève ont touché en plus des 10.000 AF de la solidarité nationale, 750 AF par jour, ou 25.000 AF en moyenne pour la durée de la grève.

" Qui veut la fin, veut les moyens".

Question: qu'aurait fait la CFTC si les mineurs CFTC avaient refusé l'accord? et voulu continuer la grève?

Réponse: ils auraient coupé les fonds, comme cela se passe en Angleterre ou aux USA. Qui veut la fin veut les moyens.

Section syndicale FO- avril 63:

" Il est certain que dans l'union des Syndicats, une Organisation (I) seule (même la plus forte) n'aurait pu maintenir une grève générale unie de 35 jours ".

Et sans la résolution des mineurs, les trois syndicats ne se seraient pas unis, et auraient mis bien moins de 35 jours à tordre le cou à la grève...

Toujours de FO- Renault- Avril 63.

"NOTRE SIGNATURE DE L'ACCORD RENAULT: L'attribution de la quatrième semaine de congé a été un événement marquant pour les travailleurs de l'usine, aussi pour la classe ouvrière française. Ce fut la raison essentielle qui nous

(I) les majuscules sont dans le texte.

"a fait signer l'accord. Cependant, dans la mesure où la discussion s'est déroulée sans qu'une lutte préalable d'ensemble ait été organisée, a fait que beaucoup de revendications essentielles n'ont pas été réglées et que des restrictions subsistent, utilisés par la direction. "

Autrement dit, FO a signé parce qu'il fallait absolument que l'organisation soit dans le coup. Et ça aurait été bien mieux si un peu de cinéma avait été fait avant, ce qu'ils appellent une "lutte préalable d'ensemble".

CITROEN:

Au polissage, une équipe composée principalement d'espagnols (20 ouvriers) a fait grève pour protester contre la suppression du paiement des retouches il semble qu'avec l'accord de la maîtrise une coutume s'était instituée les pièces à retoucher étant remises dans le circuit et payées comme une pièce normale. Ce sont les services comptables qui s'en sont aperçus et l'ont fait supprimer. Les ouvriers se sont mis en grève, mais ont repris le travail au bout de trois heures; deux contrats d'ouvriers espagnols qui arrivaient à terme n'ont pas été renouvelés; les retouches ne sont plus payées.

A PROPOS de l'exécution par FRANCO de JULIAN GRIMAU.

Un camarade espagnol s'est élevé violemment contre la mystification que représente tout le bruit fait autour de cette exécution: en raison de la personne de GRIMAU qui, membre de la police stalinienne Espagnole pendant la guerre civile, a fait surtout la chasse aux militants révolutionnaires (anarchistes, pounistes), en raison des circonstances de son arrestation qui montreraient que le parti a voulu faire volontairement " un martyr", ce qui cache les rapports réels de Franco et de la Russie (et du P.C. espagnol).

Les camarades sont divisés sur l'attitude à adopter en de telles circonstances, comme sur l'indifférence exprimée par les travailleurs dans les entreprises.

Ils sont d'accord pour dire que le battage organisé par le P.C. français est avant tout une opération de politique intérieure; le meeting de la Bourse du Travail réunissait tout l'éventail politique du PC au MRP, en passant par la SFIO c'est le premier des rassemblements de partis et syndicats depuis longtemps. On y a même fait applaudir le MRP et chanté les louanges du pape ! (par le franc-maçon Daniel Mayer). Il est évident que toutes les occasions sont bonnes pour construire une "unité nationale" un syndicat politique de défense et d'attaque contre le gaullisme - pro-américain et pro-russe- et de faire passer cette façade pour la "démocratie authentique " "réclamée par les travailleurs".

Au moins une dizaine d'anarchistes ont été exécutés dans les mêmes conditions que GRIMAU depuis 1945 et peu en ont parlé. On peut observer aussi que tous les syndicats ont été capables d'organiser en 24h une manifestation de solidarité avec des tracts distribués dans toutes les entreprises, alors que lors de la grève des mineurs -par exemple, lors de la descente des mineurs de fer à Paris- aucun tract n'a été distribué appelant à un débrayage ou à une manifestation

aux Invalides après le travail. (à ce moment les syndicats répondaient aux critiques en disant qu'on ne peut faire la "grève presse-bouton ").

Il ne faut pas non plus se laisser duper par l'utilisation occasionnelle faite par les anti-gaullistes de l'anti-franquisme; il est vraisemblable que la chute de De Gaulle ne marquerait pas une modification de la politique française à l'égard de Franco. Les partis et syndicats tous "unis" pour condamner Franco ont tous été au pouvoir ensemble ou séparément, sous la IV^e de 45 à 58 et leur politique à l'égard de Franco n'a fait que préparer celle du gouvernement gaulliste. S'il y avait une tâche à entreprendre à l'occasion de cette manifestation, c'était précisément de dénoncer toutes les mystifications, celles du passé et celles qu'on nous prépare, et non pas de ressortir le vocabulaire rituel autour de la "solidarité" contre Franco.

LUNEVILLE: (Société Lorraine) (entreprise de construction et de réparation de wagons - 400 ouvriers).

d'après le Républicain Lorrain - 30/4/63-

grève avec occupation:

"..depuis environ trois semaines, une trentaine d'ouvriers "garnisseurs" observent une grève sur les lieux mêmes du travail. Jeudi, en début de matinée trois ouvriers voulant se désolidariser du mouvement, avaient été pris à partie par les grévistes. Il en était résulté un envahissement des bâtiments administratifs par de nombreux manifestants, la bousculade entraînant également quelques bris de vitre.

"Les choses ne devaient pas en rester là et la tension rebondissait samedi, avec l'envoi d'une lettre recommandée de licenciement à 26 ouvriers. L'émotion s'emparait alors d'une grande partie du personnel et les ouvriers licenciés manifestaient aussitôt leur intention de se pourvoir en justice contre la mesure de renvoi qui les frappait, mesure qu'ils estimaient abusive, notamment du fait de l'absence de préavis. L'action judiciaire devait être examinée hier après-midi par le tribunal de Grande Instance de Nancy, et devant la juridiction des "référés", c'est-à-dire selon la procédure d'urgence.

"Justice de classe: la cause a été appelée à 14h30. Mais à l'heure prévue pour l'audience, aucun des ouvriers licenciés n'était présent, ni représenté. Le tribunal des référés patienta quelques minutes, mais estimant qu'une des parties faisait défaut- en l'occurrence les destinataires des lettres de licenciement- le président prononça sa décision. A 14h55 lecture était donnée d'un jugement de défaut- à l'encontre des ouvriers, et adjugeant les conclusions qui avaient été déposées par la direction de l'entreprise, ce jugement juridiquement parlant, est considéré comme valable bien que plusieurs ouvriers ou représentants de ceux-ci soient précipitamment arrivés au Palais de justice sur ces entrefaites."

U S C I

grève dans la presse

GREVE DES QUOTIDIENS NEW-YORKAIS:/

Le texte, d'un camarade de New-York, date du 17 mars. Il ne parle pas de la fin de la grève. Nous l'avions reporté à ce numéro à cause de la grève des mineurs en France. Nous le livrons tel quel, nous réservant de revenir sur le sens de cette grève, dans le prochain numéro d'ICO.

Depuis trois mois, New-York est privé de ses quotidiens en raison d'une part, de la grève des typos, et d'autre part, du lock-out patronal.

C'est la première fois en 65 ans, que l'International Typographical Union (ITU) mène une grève contre les patrons de quotidiens.

Il faut remonter à 1957 pour trouver les faits qui devaient aboutir à la lutte actuelle. Les conditions de travail et de salaires dans la presse New-Yorkaise résultent d'accords de deux ans passés entre syndicats ouvriers et patrons. Les discussions qui précèdent la signature de ces contrats et leur date d'échéance sont d'une importance capitale pour les travailleurs. En 1957, les patrons de journaux commencèrent à employer une tactique qui consista à faire traîner les négociations le plus possible après l'expiration du contrat dans le but à la fois de bénéficier pour quelques mois supplémentaires des conditions avantageuses pour eux du contrat périmé et aussi de laisser les syndicats ouvriers par d'interminables négociations les amenant ainsi à signer un nouveau contrat sans amélioration vraiment substantielle des conditions de travail. C'est ainsi qu'en 1957 les ouvriers de presse travaillèrent aux mêmes conditions 4 mois après la date d'expiration de leur contrat; en 1959 c'était 7 mois et en 1961, les négociations traînèrent 9 mois après l'expiration du contrat. Chaque fois les patrons ne proposaient aux "printers" (ouvriers de composition, typos, linotypistes, metteurs en pages) de l'ITU que les conditions qu'ils avaient accordées aux employés de rédaction (journalistes, reporters, employés de bureau) du syndicat "Newspaper Guild" dont le contrat venait à expiration au cours du mois d'octobre précédent.

1- En Octobre 1962, la "Guild" se mit en grève au "New-York Daily News" jugeant les nouvelles propositions patronales insuffisantes. La conséquence directe de cette grève des journalistes fut la volonté accrue des patrons d'imposer aux ouvriers de composition ITU, lors de la négociation de leur nouveau contrat, des conditions qui ne dépassent en rien celles qu'ils venaient d'accorder à la Guild.

2- Le 2 décembre- six jours avant l'expiration de leur contrat- les ouvriers de composition de la "Local 6" (N.Y.) de l'ITU, en assemblée votèrent (par 2003 mandats contre 47) la grève dans quatre quotidiens New-Yorkais (Daily-News, New-York Time, Journal American, World Telegram and Sun). Leurs revendications rappelaient toutes les demandes restées insatisfaites depuis 1957, soit:

- A- fixation d'une date commune d'expiration des contrats pour tous les syndicats professionnels intéressés (jusqu'à présent la Guild bénéficiait de la première date - 31 octobre- qui est la période la plus favorable par l'augmentation de la masse de publicité qu'occasionne la préparation de Noël), l'ITU et les autres syndicats professionnels étaient vexés d'avoir à accepter un contrat dans des conditions moins avantageuses et, en conséquence, faisaient valoir qu'une date commune serait favorable à l'unité et conférerait une force accrue aux travailleurs dans les négociations avec les patrons. Les patrons refusèrent de discuter les revendications suivantes avec l'ITU:
 - B- Augmentation du paiement de pension et octroi de plus d'une journée de maladie par an (sans retenue sur le salaire).
 - C- Semaine de 35 heures (antérieurement 37 heures).
 - D- Paiement de sursalaire pour le travail de nuit et le travail des jours de congé (le travail est réparti sur trois équipes dont deux ne reçoivent qu'une compensation dérisoire à leur travail de nuit, beaucoup de travailleurs ne reçoivent aucun sursalaire pour leur travail du samedi et du dimanche).

En revanche les patrons négociaient avec la Guild sur ces revendications les travailleurs affiliés à la Guild bénéficiaient désormais de la semaine de 35 heures, de 12 jours payés de maladie, d'une majoration pour heures supplémentaires et d'un sursalaire pour travail de week-end et travail de nuit.

- E- Automation: Alors que jusqu'à présent les types s'étaient contentés d'un "accord de principe" ou d'un "droit de regard" sur cette importante question, la récente installation des nouvelles machines à composer électroniques IBM au "Los Angeles Times" (un quotidien qui, bien que ses ouvriers soient syndiqués ne reconnaît pas le "label" syndical et fixe unilatéralement les conditions de travail et de rémunération de son personnel) et la large publicité faite dans les milieux patronaux relativement aux possibilités de réduction d'emploi de main-d'oeuvre que ces machines autorisent ont convaincu les ouvriers de composition que l'automation et ses conséquences sur l'emploi devaient faire l'objet de leurs plus importantes revendications.

Pour cette raison le recours à la grève dès cette année devenait une nécessité urgente. C'était le seul moyen d'établir les droits des ouvriers de composition à négocier dans l'avenir toutes les questions autres que celles des avantages immédiats.

3- Le 7 décembre, la grève votée le 2 fut effective dans les 4 plus importants quotidiens de New-York. Il n'y eut pas de grève dans les quatre autres quotidiens dont un déclara qu'il ne pourrait survivre à une grève (New-York Herald Tribune, New-York Post, Daily Mirror, Long Island Star Journal).

4- Le 8 décembre, les patrons de ces quatre journaux dont les ouvriers n'étaient pas en grève, déclarèrent, en signe de solidarité patronale, le "lock-out" non seulement des ouvriers de composition, mais aussi de tous les autres travailleurs.

5- Le Gouvernement Fédéral fit intervenir ses médiateurs qui appelèrent les patrons et les représentants de l'ITU à se rencontrer. Les choses en restèrent là pendant des jours, bientôt des semaines, sans qu'aucun progrès ne fut enregistré: les patrons refusant de négocier sur plus que leur première offre de 10 dollars 29 d'augmentation hebdomadaire globale (5.100 Frs au change, environ 3000 en pouvoir d'achat), se répartissant comme suit: augmentation hebdomadaire de 4 dollars 75 cents la 1ère année du contrat; 3.75 la seconde, le reste de l'argent étant destiné à payer l'augmentation des cotisations de pension et de l'assurance médicale.

Dès lors, on comprit que la lutte serait longue et l'on s'installa dans la grève. Les typos assurant les piquets de grève 24 heures sur 24 devant les portes des entreprises, tournant autour des braseros dans ce glacial hiver New-Yorkais.

Si la grève des journaux fut impopulaire, si elle fut la cause de la très importante diminution des ventes commerciales de Noël, elle ne créa jamais cette panique et cette désolation que se sont plu à décrire (en les inventant) les journaux français (il y aurait beaucoup à dire là-dessus...). Les typos furent toutefois sensibles aux quelques gestes de solidarité dont ils furent l'objet, c'est ainsi que l'on acclama dans les piquets de grève l'annonce que les ouvriers du Livre français refusaient de toucher aux bandes perforées qui composaient les bri-seurs de grève de l'édition française du "New-York Times". Les ouvriers de l'édition de la côte ouest (Californie) du New-York Times firent preuve de la même solidarité.

6- Comme les médiateurs du Gouvernement continuaient à faire pression pour qu'un accord fut conclu rapidement, le maire de New-York, Robert Wagner, intervint, cependant que le secrétaire de presse de Kennedy venait comme "observateur".

7- Le 15 Janvier 1963, le Conseil Intersyndical appela tous les syndicats de New-York à venir manifester en masse leur soutien aux grévistes devant l'immeuble du New-York Times. Cette manifestation reçut un réel appui, notamment de la part des dockers du port de N.Y. (eux-mêmes en grève) et jusqu'aux femmes de ménage syndiquées qui tinrent à venir manifester (bruyamment).

8- Au cours d'une assemblée générale de la Newspaper Guild (journalistes) la fraction réactionnaire de ce syndicat éleva la voix contre la grève, mais la direction refusa de la suivre. La Guild tint une seconde assemblée le soir même de la conférence de presse de Kennedy (au cours de laquelle omettant de mentionner que quatre journaux n'étaient pas en grève, mais frappé de lock-out patronal, il déclara que la grève était "dangereuse pour l'intérêt public" et qu'il était souhaité qu'une troisième partie intervienne en arbitre). Contre toute attente, les syndiqués acclamèrent les paroles de Kennedy... La fraction réactionnaire tenta aussitôt d'exploiter la confusion qui régnait dans les esprits en proposant de "retourner au travail" et de "casser la grève". La majorité des syndiqués refusa, mais donna son appui à une résolution de la direction de la Guild demandant au maire Wagner de proposer les termes d'un accord patrons-ouvriers.

9- Le 4 mars, le New-York Post reprenait sa publication. En se désolidarisant de la Publisher's Association (syndicat patronal) qu'elle déclara quitter, Dorothy Schiff, patronne du Post, démontrait l'hypocrisie du syndicat patronal et de Kennedy qui consistait à accuser les ouvriers de composition de l'ITU d'être les responsables de la privation de journaux. Le travail reprit au Post sur la garantie donnée par la patronne qu'elle accepterait l'accord ultérieur ITU-patrons quel qu'il soit.

10- Le maire Wagner répondant aux suggestions de la Guild et de Kennedy se présenta comme " troisième partie ", et proposa les termes d'un accord que Brown, le président national de l'ITU s'empressa d'accepter. C'était compter sans l'avis des grévistes qui rejetèrent cet accord à la quasi unanimité (par exemple: Journal American et Mirror votèrent à 450 mandats contre 2; World Telegram à 208 contre 2; Long Island Star Press à 100 contre 0.

11- Non seulement il était évident que les membres de l'ITU de la presse étaient fermement opposés à cet accord, mais ils furent encouragés dans cette opposition par les membres de l'ITU (local 6) non concernés par l'accord, c'est-à-dire ceux des petites imprimeries commerciales (ce que l'on appelle "Labour" en France). Ces derniers avaient d'ailleurs leur mot à dire puisque durant toute la grève ils payaient en faveur des grévistes et lock-outés un impôt de solidarité de 10 à 14 dollars par semaine (5000 à 7000 frs au cours du change, environ 3000 à 4200 Frs en pouvoir d'achat). Ils firent donc pression sur la direction nationale de l'ITU.

12- L'accord, daté du 13 mars 1963, tel qu'il fut présenté à la ratification de la base de l'ITU comporte les gains suivants:

1ère année du contrat:

- augmentation hebdomadaire: 4 dollars pour les travailleurs de jour
6 dollars pour les travailleurs de nuit - semaine de 35 heures.
8 dollars pour les "lobsters" ("langoustes = travailleurs qui prennent le travail après minuit) - semaine: 33h 3/4.
- contribution pension
- supplément pour appel extraordinaire.

2ème année:

- + 4 dollars (travailleurs de jour) portent leur salaire hebdomadaire à 149.00
- + 6 dollars (travailleurs de nuit - salaire hebdomadaire: 156.00
- + 8 dollars (lobsters) " 163.00
- + 2 jours payés par an pour maladie.

En outre les points suivants étaient acquis:

- le droit du syndicat ITU de négocier son propre contrat et de ne plus être contraint d'accepter le modèle établi par d'autres.
- l'établissement du principe que les syndiqués ne pourront perdre ni leur emploi ni aucun avantage acquis du fait de l'automation.
- la fixation d'une date commune d'expiration des contrats intéressant les divers syndicats en cause. (ce qui oblige la Guild à amender l'accord qu'elle avait fait avec les patrons qui lui conservait le privilège du 31 octobre. D'autre part, les membres de la Guild essaient présentement d'obtenir plus que les 4 dollars 50 acceptés par leur direction syndicale ...)

Amère victoire: L'ensemble de ces augmentations et avantages (non compris la diminution de la journée de travail) représente en moyenne sur les deux ans de contrat, une augmentation globale de 12 dollars 65 par semaine et par ouvrier.

Le 8 décembre 1962, les patrons offraient 10 dollars 29. Il aura donc fallu plus de trois mois de grève pour obtenir ... 2 dollars 34.

Les typos et linos de la "local 6" ITU ont l'impression d'avoir été "blousés".

Trois mois glacés à battre la semelle sur le trottoir pour d'aussi maigres avantages, le sentiment que le nouvel accord ne constitue pas une protection suffisamment efficace contre l'installation des nouvelles machines, l'impression que les discussions les concernant ont eu lieu très haut, au-dessus de leurs têtes, sans qu'ils puissent réellement s'y exprimer, l'amertume d'avoir à reprendre le travail sur les bases dictées par le maire Wagner, tout cela fait que les cris de victoire des dirigeants syndicaux sonnent étrangement faux aux oreilles de beaucoup des 2700 grévistes et lock-outés appelés à reprendre le travail.

17 Mars 1963 : alors que l'on croyait la grève terminée, un rebondissement inattendu vient de se produire cet après-midi à l'assemblée générale de la "local 6" ITU: une majorité s'est prononcée contre les accords ci-dessus et pour la continuation de la grève. A l'issue du vote, Brown, le président national de l'ITU a déclaré que s'il en était ainsi, l'ITU nationale cesserait de soutenir les grévistes. Quelle position les dirigeants locaux et notamment Powers, président de la "local 6" coïncés entre le chantage de Brown et la détermination des grévistes, prendront-ils? Il faudra attendre quelques jours pour le savoir avec précision.

On annonce d'autre part que les photo-graveurs de presse (sans travail depuis le début de la grève) ont décidé de se mettre en grève à partir du 18 mars (suivant en cela les clichés et rotativistes en grève depuis une quinzaine de jours, mais inoccupés depuis le 8 décembre 1962 !).

ooooooo

Voici comment le Monde (2 avril 1963) retrace la fin de la grève qui aura duré 114 jours:

" Par la suite le syndicat International des imprimeurs exerça une forte pression sur les membres du "local 6", et ceux-ci revenant sur leur décision de la semaine précédente, acceptaient finalement la formule proposée (le syndicat avait menacé de supprimer immédiatement les allocations de grève s'ils maintenaient leur refus)... "

oooooooooooo
)ooooooooooooooooo(

" La nécessité de renforcer la discipline dans tous les domaines

" a été très abondamment soulignée. M. Krouchtchev demande que les citoyens "soviétiques soient 'plus exigeants les uns avec les autres ' et dénoncent "les escrocs, les voleurs et autres individus vivant au dessus de leurs "moyens avant que ceux ci n'aient été pris la main dans le sac. Il a également proposé que les congés annuels soient réduits, voire supprimés, pour "les ouvriers qui violent systématiquement les normes de production, pour "les absentéistes etc.. Dans certains cas graves d'indiscipline et de parasitisme, il faudra employer la force et recourir au besoin aux organismes "de la sécurité d'Etat " (d'après le Monde 27-4-63 - discours de K publié dans la Pravda du 26 avril)

leçon d'une grève

Les journaux "ouvriers" clament que la grève des mineurs a été formidable, qu'elle a été un succès et un exemple de lutte et de solidarité qui, depuis si longtemps, ne s'était pas vu en France. Cela rappelle exactement les communiqués des Grands Quartiers Généraux durant les guerres, les fantassins subissent, et les généraux chantent la victoire. La lutte de la classe ouvrière ne peut pas être vue sous cet angle, c'est une lutte toute différente, sinon, tout est faussé dans les appréciations. Nous devons dégager plusieurs faits essentiels dans cette longue grève:

I- LES MINEURS ONT MENE LEUR LUTTE:

- a) c'était une lutte purement revendicative pour une augmentation de salaire avant tout, pour conserver leur travail dans la mine. C'était la lutte d'une catégorie ouvrière, les mineurs, pour ses revendications particulières.
- b) ce n'était pas une lutte politique: mais au cours de leur lutte revendicative, les mineurs se sont heurtés successivement aux organes d'encadrement et de répression de la classe dominante.

En faisant la grève, ils ont rejeté l'appareil dirigeant patronal et forcé les cadres à dire qu'ils étaient avec eux (dans leur intérêt de cadres).

En déclenchant la grève générale illimitée, ils ont rejeté l'appareil syndical (CGT) et réduit à rien les armes de tout Etat expression d'un régime d'exploitation: la réquisition, c'est-à-dire l'appareil judiciaire et policier.

En continuant la grève, malgré la domination de l'appareil syndical (comités de grève entièrement syndicaux) et de l'appareil politique ("unité" et solidarité avec les mineurs depuis les catholiques et Pinay, jusqu'aux communistes) en voulant exercer un contrôle sur les discussions de leurs revendications, ils ont sans le vouloir forcé les syndicats, les bureaucrates, les partis "solidaires" à se démasquer et à prendre position en faveur de la société et du gouvernement qu'ils prétendent combattre. (leur colère d'être démasqué peut se mesurer aux injures que les dirigeants CGT ou FO déversent à l'image du patronat d'autrefois sur les travailleurs coupables de ne pas les suivre).

- c) Pourtant les conséquences politiques sont importantes, mais répétons le, elles n'ont pas été voulues par les mineurs, ils ne se battaient pas contre De Gaulle. La véritable victoire des mineurs ce n'est pas l'augmentation de salaire (qui sera reprise rapidement) ou la "table ronde", c'est d'avoir démythifié tous les organismes de domination de classe: pas le gouvernement, les dirigeants, la police

ou l'Eglise: chacun sait déjà ce qu'ils valent, mais les syndicats et les "partis ouvriers".

On peut dire que par cet aspect la lutte des mineurs a eu, comme toute lutte ouvrière revendicative (même particulière) poussée jusqu'au bout, un caractère révolutionnaire. C'est bien en ce sens qu'elle a éveillé un élan parmi tous les travailleurs, non pas parce que ceux-ci avaient une conscience et une volonté révolutionnaire, mais parce qu'ils ont senti que la lutte des mineurs correspondait sur un plan profond à la manière dont ils concevaient les luttes: c'était l'élan de solidarité pour la lutte d'hommes appartenant à la même classe sociale, contre les défenseurs et profiteurs d'une même société d'exploitation.

d) Les mineurs ont-ils suivi les syndicats?

Dans le déclenchement de la grève, certainement pas, (bien qu'on puisse se demander le rôle que les dirigeants et cadres FO ont pu jouer à ce moment). Pendant la grève, toute l'organisation de la grève est restée entre les mains des syndicats (comités de grève, comités de solidarité, formes d'action, pourparlers), mais on ne peut pas dire dans ce qu'organisaient les syndicats ce qui répondait à la pression de la base: par exemple le fait que jusqu'au dernier meeting de Lens, avant l'ordre de reprise, la CGT devait toujours affirmer que "les mineurs seraient consultés".

Lors de la reprise du travail, le fait qu'au moins la moitié des mineurs aient repris le jour fixé par les syndicats ne signifie pas qu'ils ont obéi aux consignes syndicales. Tous les appareils syndicaux étaient contre eux: pour les uns c'était la résignation, pour d'autres la colère, pour d'autres, notamment à Lens, une attitude active bien que sans lendemain: l'organisation autonome de piquets de grève, réunions, manifestations, liaisons, l'embryon d'une action autonome de classe.

e) Les mineurs ont-ils dépassé les syndicats? Evidemment, on n'en trouve aucune indication, dans les journaux habituels de droite, du centre, de gauche ou dits d'avant-garde. Cela ne prouve rien bien sûr, nous ignorons ce que les mineurs eux-mêmes ont fait, les initiatives prises les réactions les plus directes. Il semble qu'actuellement toutes ces luttes sont vouées à l'échec, il n'y a aucune perspective valable dans le présent. On pourrait envisager tout au plus une prise de pouvoir par le PCF mais ce dernier n'y tient pas absolument, d'ailleurs les perspectives internationales actuelles sont loin de ce genre d'exercice et, de surcroît, le gouvernement De Gaulle ne contrarie en rien les perspectives internationales de la politique russe, bien au contraire. Nous ne pouvons envisager les luttes actuelles (luttes "ouvrières") que sur le plan des luttes entre les clans impérialistes, et il semble qu'actuellement, la classe ouvrière est loin d'être prête à imposer ses vues propres, elle subit les vicissitudes impérialistes et, au sein de ces contradictions elle recherche le moindre mal ou, tout au moins, ce qu'elle croit être le moindre mal.

C'est peut-être aussi la conscience de cette situation qui a empêché toute forme autonome d'action de se dégager de l'emprise syndicale.

f) La grève générale était-elle possible?

L'extension d'une lutte ne dépend pas des mots d'ordre des organisations, mais de la conscience que les travailleurs ont de la possibilité et de la nécessité de cette lutte: la grève des mineurs l'a prouvé après beaucoup d'autres mouvements.

Le dépassement des syndicats ne dépend ni des barrières syndicales ni des mots d'ordre mais des possibilités de lutte et de la conscience qu'en ont les travailleurs. Si la grève des mineurs se n'est pas étendue, ce n'est pas tant la "trahison" des syndicats, les concessions dans les autres secteurs qui en sont la cause, mais le fait que la classe ouvrière en France n'est pas disposée à engager une telle lutte. Et toutes les propagandes "révolutionnaires", n'y auraient pas changé grand'chose.

Certains "groupes révolutionnaires" exigeaient des syndicats qu'ils déclenchent la grève générale de solidarité: les syndicats ont refusé parce que maintenant ils ne veulent pas d'épreuve de force avec le gouvernement De Gaulle; s'ils l'avaient déclenché cela aurait été dans un but politique précis. L'extension de la grève n'aurait pas servi les intérêts des travailleurs. Et aurait-elle été suivie?

D'autres groupes révolutionnaires pensent qu'on pouvait pousser à une action autonome: la grève générale, si elle avait commencé seule à s'étendre (il n'y a eu en réalité aucun pas en ce sens) aurait été coiffée tout de suite par les syndicats qui auraient joué un rôle analogue à celui qu'ils ont joué en 36.

Toutefois, ce qui aurait été important, comme dans la grève des mineurs, cela aurait été une démystification du rôle des organisations et des partis "ouvriers" ou d'avant-garde. Bien plus nette que la seule grève des mineurs l'a montrée.

II-LES SYNDICATS ONT MENÉ LEUR LUTTE:

"La grève des mineurs se termine par un accord conclu entre les parties, les syndicats d'un côté, la Direction + de l'autre".

(Bothereau- secrétaire confédéral FO- Lettre aux militants mars-avril 1963).

Pour le secrétaire de FO, les mineurs n'étaient pas une "partie" tout au plus des troupes; rien n'est plus juste: pour les syndicats, il s'agissait de définir des rapports avec "l'autre partie" le pouvoir politique.

a) Y a-t-il un conflit entre le pouvoir et les syndicats? Et lequel?

Répondre à cette question, c'est faire de la "petite histoire": les syndicats peuvent être en conflit avec un gouvernement, mais ils restent toujours un rouage de l'Etat capitaliste; dès que l'existence de celui-ci peut paraître menacé, ils s'alignent pour la défense de l'Etat.

Les conflits avec le gouvernement touchent donc d'une part aux intérêts de l'impérialisme (américain ou russe), d'autre part, à la place et au pouvoir donnés à l'organisation dans le système politique de l'Etat.

/ du refus de la réquisition
Les syndicats se gonflent, mais n'ont-ils pas, les uns comme les autres surtout depuis l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, fait pression sur les différentes corporations pour qu'elles répondent aux réquisitions (plusieurs fois chez les cheminots, où la CGT est "majoritaire"). Les mineurs ont-ils imposé leur grève aux syndicats, ce qui est fort possible, ou bien ce qui est également concevable, les syndicats ont-ils, dans leurs perspectives internationales, décidé une fois pour toutes de mesurer leurs forces avec le système gaulliste. (Les mineurs ont toujours été réformistes et de nombreux cadres sont à la CGT-FO, ce qui pourrait expliquer pas mal de chose et dégonfler un peu la croyance à une spontanéité et une volonté des mineurs de la base (c'est ce qui s'est passé chez les postiers en 1953).

Pourquoi les syndicats ont-ils stoppé la grève, alors qu'ils pouvaient l'exploiter à leur profit contre le régime? Craignaient-ils en cas de grève prolongée ou générale de perdre la face totalement, tant vis à vis des travailleurs, que du régime. Les félicitations que le patronat leur a adressées pour "le doigté avec lequel ils ont mené la grève" s'adressent-elles au fait que les syndicats ont réussi à sortir habilement sans que leur "façade ouvrière" soit ternie.

b) Quellesque soient les explications, la conjoncture politique, les syndicats ont joué objectivement leur rôle habituel dans la société capitaliste.

Ils sont apparus encore une fois les meilleures forces d'encadrement des travailleurs: leurs méthodes pour "organiser" une grève, pour la faire traîner en longueur, pour faire avaler des accords dérisoires, pour diviser les travailleurs, la "reprise en mains" des récalcitrants, tout montre que l'appareil syndical est bien rôdé et bien supérieur à toutes les forces de répression et de coercition existantes.

Il est difficile de dire le niveau du dialogue, du conflit, des concessions réciproques avec le régime gaulliste; ce qui peut en être dit n'est que provisoire, tout dépend de la situation internationale. Ce qui est à relever et qui tend à devenir permanent, c'est l'importance donnée aux "grands technocrates" qui parlent le même langage et ont les mêmes vues que les chefs syndicaux: les termes d'une société bureaucratique se précisent mais elle tend à être nationaliste, alors que les syndicats sont pro-américains ou pro-russes.

Le rôle traditionnel des syndicats dans le "maintien de l'ordre" et leurs soucis politiques actuels se rejoignent dans le caractère qu'ils donnent à toutes les manifestations de la grève:

- les syndicats se glorifient de la discipline, du calme, de la dignité, de l'ordre dans la grève, comme si un mouvement sérieux pouvait correspondre à ces qualificatifs. Ils se retranchent derrière leur bon droit, la reconnaissance de leurs revendications, ils tiennent à rester toujours en contact avec le gouvernement. Le gouvernement, disent-ils, reconnaît même le bien fondé de nos revendications. Il faut à la fois rester dans le cadre légal et ne pas effaroucher les "compagnons de route" dans l'opposition politique au gaullisme.

La solidarité active n'a pas existé réellement; peut-on appeler solidarité le fait de demander aux autres travailleurs une aide financière? La seule solidarité réelle et valable, c'est la participation à la grève il n'y en a pas d'autre, or, les syndicats ont tout fait pour qu'elle n'existe pas (lors de la visite des mineurs de fer à Paris, c'est le seul jour où une grève n'a pas été déclenchée. est-ce un hasard - de nombreuses grèves larvées ont été entreprises à la SNCF, à la RATP, au GDF-EDF, aux PTT, des grèves très limitées aussi bien dans le nombre

des grévistes que dans le temps, etc... en définitive, rien de sérieux).

Enfin de compte, la solidarité a été exploitée uniquement pour créer un climat dit d'UNITÉ, climat qui a actuellement sa raison d'être dans les perspectives internationales. Il faut signaler que ces courants d'unité au sein du syndicalisme n'ont existé qu'en fonction des rencontres plus ou moins longues, des intérêts plus ou moins longs entre plusieurs impérialismes, ce qui naturellement démontre l'attachement des syndicats aux différents courants impérialistes aussi bien sur le plan national que sur le plan international.

Au point de vue politique intérieure, la grève des mineurs a donc servi de ralliement à toutes les oppositions au régime. Une sorte "d'unité nationale" s'en est dégagée: toute la propagande des partis et syndicats tend à camoufler les conflits réels de classe, derrière la division entregauilliste et non gauilliste. Les syndicats retrouvent tout leur rôle mystificateur des grandes périodes du mouvement ouvrier (36- 45-47) En face du gauillisme "responsable" de la grève et de la réquisition, seul "soutien des trusts", on retrouve les "anti-gauillistes" qui de Pinay à Thorez en passant par l'Eglise catholique, affirment leur "solidarité" aux mineurs; de même les mineurs qui veulent continuer la grève sont des "provocateurs à la solde de l'UNR" aussi bien pour la CGT que pour FO...

o o

QUESTIONS SIMPLES AUX DEFENSEURS DES SYNDICATS:

-pour quelles raisons dans une corporations aussi importantes que celle des mineurs et de plus, aussi syndiquée (il y a parait-il 60% de mineurs syndiqués ce qui est énorme par rapport à l'ensemble des travailleurs en France), les salaires ont-ils pu prendre un "retard" de 10 à 15% sur d'autres corporations. Les syndicats ne feraient donc pas leur travail "revendicatif" qui pourtant, d'après ce qu'ils disent est le leur, ou alors les salaires des corporations les plus "syndiquées" sont-ils les salaires les plus "en retard" parce que pour des raisons diverses les syndicats freinent?

-Pour quelle raison les syndicats n'ont-ils pas pu faire voter les mineurs pour la reprise du travail sur le résultat de leurs pourparlers avec la direction des charbonnages? Ils en avaient tout le temps? Ce n'était pas "révolutionnaire" et cela aurait évité le travail des "provocateurs"? Que craignaient-ils à la poursuite de la grève? Une provocation gouvernementale? Mais alors on ne comprend pas pourquoi le gouvernement a accepté de reprendre les pourparlers sur proposition de la CGT (en tout bien tout honneur)?

ICI fin de la grève à LENS

Les textes qui suivent sont tirés d'un quotidien du Nord "Nord Eclair". Nous ne prétendons pas qu'ils reflètent exactement les faits, mais ils servent certainement de plus près la vérité, puisque le journal s'adresse à ceux qui ont vécu ces journées.

le jeudi 4 avril à

Lens

" Bien que les leaders nationaux aient mis toute leur autorité dans la balance, la "base" a souvent manifesté une nette hostilité aux accords de Paris. Des assemblées houleuses se sont souvent tenues, toute la journée et le soir, l'immeuble de la CGT à Lens était assiégé (pacifiquement) par un millier de mineurs mécontents.

"... On ne s'attendait pas cependant à une réaction aussi défavorable des mineurs. Comment l'expliquer? Il est certain que des promesses imprudentes ont été faites: "nous reviendrons ici vous rendre compte" avait déclaré un des orateurs du second meeting de Lens. Les mineurs ne l'ont pas oublié et beaucoup hier reprochaient aux leaders de s'être dérobés.

"Un meeting central aurait sans doute permis aux dirigeants nationaux de s'expliquer clairement. Trop souvent nous avons pu le constater, les délégués qui ont animé les petites réunions d'hier étaient mal informés. Les leaders le savent mais craignent plus encore le risque de contagion démagogique d'un meeting de masse. Par ailleurs, les mineurs ont été tellement soutenus par l'opinion qu'ils ne veulent pas, vis-à-vis d'elle, donner l'impression d'avoir capitulé un tant soit peu. " Les Parisiens nous ont dit, tenez jusqu'au bout. Si nous reprenons, ils vont rire de nous." Nous avons souvent entendu cette réflexion.

M. DELFOSSE PRES A PARTIE:

"Il est 9h15, la journée commence mal. M. Delfosse, leader de la CGT rentre de Paris, dans la nuit, vient place du Cantin à Lens, saluer un groupe d'enfants de mineurs partant passer les vacances de Pâques dans des familles parisiennes. Il est pris à partie par un groupe de "gueules noires" en colère:

"- ça ne marche pas, vous avez reculé devant le gouvernement. Nous voulons nos 11% de suite. On nous les a promis l'autre jour au meeting. Aujourd'hui vous n'oseriez plus organiser un meeting, vous vous feriez huer." Voilà ce que crient les mineurs. M. Delfosse, très pâle, réplique: " vous êtes des ingrats et des imbéciles: nous n'avons cessé de vous défendre. Si vous ne voulez pas de notre accord je retournerai à Paris, et je le déchirerai." On est à deux doigts de la bagarre, le leader remonte précipitamment dans sa voiture et regagne le siège de la CGT. Il entame de longues discussions au téléphone avec les militants éparpillés aux quatre coins du bassin, son appel est pressant:

"... notre accord constitue un grand succès. Jamais nous n'avons tant obtenu. Dites à tous les camarades que je les conjure de reprendre le travail demain. A moins qu'ils ne veulent finir comme en 1948, dans la division et les coups ". De l'autre côté du bureau, Monsieur Martel, député communiste, approuve de la tête.

M. SAUTY DEVANT LES MILITANTS DE LA CFIC:

"Pendant ce temps, devant la CFIC, M. Sauty harangue cinq cents militants. Ici, aussi, la discussion est serrée.

"Le bureau fédéral siège sur la scène de la salle des fêtes. Debout devant un tableau noir, M. Czymansky, la "machine à calculer" du front syndical, décortique point par point le protocole de travail de technicien.

"Les militants posent de nombreuses questions. Ils craignent notamment que la quatrième semaine de vacances soit imputée sur les congés d'ancienneté. On les rassure; la question est pendante, mais les syndicats ne se laisseront pas faire.

"Le ton demeure courtois. Finalement, M. Sauty se lève. Debout, en manches de chemise, il parle en assénant les phrases. Eleve le débat, il évoque la politique énergétique et souligne le danger des importations de charbon étranger. " Nous défendons le charbon français. dit-il, quitte à donner des leçons de civisme à ceux qui en ont besoin ".

"En passant, il règle un compte à la CGC: " c'est moi qui ai dû défendre les agents de maîtrise à Paris. Les négociateurs de la CGT ont été muets pendant deux jours.

"Avant de voter, on soulève le problème de cinq jours chômés. Les mineurs devront décider par référendum s'ils veulent travailler pendant cinq jours chômés afin de toucher une prime de reprise supplémentaire: 75f au fond, et 60f au jour. La décision sera prise par bassin. Le climat actuel laisse penser que cette clause facultative, qui figure hors protocole, sera rejetée dans le Pas-de-Calais. Il en ira sans doute autrement dans le Centre Midi, où les mineurs luttent contre la fermeture des puits.

" Il est midi quand les militants CFTC approuvent leurs dirigeants. On ne compte que cinq voix" contre M. Sauty a gagné sa seconde bataille. Il a d'ailleurs été l'objet à son arrivée d'une immense ovation. La grève lui a valu une popularité extraordinaire.

" LES DIRIGEANTS DONNENT L'ORDRE DE REPRISE DU TRAVAIL :

"Dans les trois syndicats, la matinée est ainsi consacrée à convaincre les militants, lesquels doivent tenir l'après-midi des réunions organisées par puits. Mais cette seconde étape va être court-circuitée.

"Les leaders, inquiets des réactions de la base, décident de brusquer le mouvement. A 15h30, MM. Delfosse, CGT, Sauty, CFTC, et Bertelin, FO, réunissent la presse pour annoncer officiellement la reprise du travail. (c'est-à-dire avant toute consultation des mineurs).

"M. Delfosse, parlant au nom des trois organisations, déclare: "Certes les mineurs doivent décider en dernier lieu, mais les dirigeants tiennent cependant à prendre leurs responsabilités. Ce qui est acquis est honorable. La reprise du travail doit se faire dans l'unité. Cela est nécessaire à nos revendications futures. Car nous n'abandonnons ni les 3% de rattrapage qui nous manquent, ni les 40 heures.

"Tour à tour, les trois leaders adressent ensuite un appel pressant à la reprise. Visiblement, ils comptent sur l'action psychologique des transistors.

"Mais les mineurs n'écoutent plus guère la radio, ils sont en route vers les lieux de réunion. Partout vont apparaître des majorités favorables à la poursuite de la grève. Nous avons précisément assisté à l'assemblée d'où est partie la manifestation de protestation qui devait finir devant l'immeuble de la CGT.

"MANIFESTATION DEVANT L'IMMEUBLE DE LA CGT.

"Il est 16h. Un millier de mineurs de la fosse 2 de Lens sont entassés dans une arrière-salle de café enfumée. Les visages sont dur. Le président de séance donne le ton en déclarant: " je suis contre la reprise ". On l'acclame.

"Le délégué végétiste, va tenter à coups de pourcentage, de remonter le courant. Son exposé est fréquemment interrompu. On sent d'ailleurs qu'il défend les positions syndicales par discipline, plus que par conviction. Quant aux autres délégués, ils se déclarent nettement hostiles à la reprise. " Tous au piquet de grève demain, et sans rusettes " clament-ils.

"Personne ne dénigra des inexactitudes comme celles-ci: " Ce qu'on nous donne aujourd'hui, on nous l'offrait déjà il y a quinze jours. Nous avons perdu quinze jours de grève. " Et encore: " nous n'avions pas besoin de faire grève pour avoir la quatrième semaine: nous l'aurions eue de toute façon ".

"Finalement, le président de séance propose aux mineurs de se réunir place du Cantin, au siège du Comité Intersyndical, afin de forcer les dirigeants à s'expliquer. Un cortège se forme. Il est 17 heures. Les mineurs ne trouvent aucun leader dans la salle des fêtes. Ils vont longuement piétiner sur la place. Une voiture de police, discrète, vient stationner à proximité.

"Des cyclistes sont délégués dans divers puits pour alerter les camarades. A 18 heures arrivent effectivement des renforts. Il y a bientôt quelque 1500 personnes. Mais la foule a déjà un poudimiré quand les "gueules noires" vers 18h30 se décident à gagner l'immeuble tout proche de la CGT en criant: "La grève continue".

Un dirigeant sort et tente de parlementer. Finalement il rentre, apparaît au balcon et annonce : "Nous avons prévenu le camarade Delfosse. Il va arriver et vous parler."

A 20 h 30 M. Delfosse n'est toujours pas là. Les manifestants frappent à la porte de l'immeuble. Le délégué cégétiste de la fosse 9 apparaît au balcon et déclare qu'un meeting aura lieu demain à 16 h place du Cantin. Les mineurs se dispersent dans la confusion.

le vendredi 5 avril à LENS

" Il y a eu vendredi une trente-sixième journée de grève pour 20.000 mineurs du bassin Nord-Pas-de-Calais, dont 8.000 du groupe Lens-Liévin. Une grande grève ne se termine jamais sans bavures mais nul n'imaginait, dans les syndicats que la base réagirait si mal à l'accord intervenu à Paris. Peut-être avait-on sous-estimé les exigences des gueules noires. Certes, il ne faut rien exagérer. Dans le bassin Nord, 72% des ouvriers (au poste de l'après-midi, cette proportion est montée à 85,8%) ont repris le travail hier matin. Et voici les pourcentages par groupe: 100% à Oignies, 90.5% à Auchel, 86.2% à Douai, 83.6% à Valenciennes 71.6% à Béthune, 54.9% à Hénin-Liétard.

"Seul le groupe de Lens a connu une majorité de grévistes: 55.9%. C'est là que nous avons connu la fin réelle du mouvement. Notre témoignage n'a donc pas valeur générale. L'importance des événements insolites qui se sont produits hier à Lens n'en est pas moins évidente. Et il est clair que la plupart des mineurs sont amers, qu'ils aient ou non repris le travail dès vendredi.

"Cette réaction étonnera sans doute car les avantages consentis aux gueules noires ne sont pas négligeables. Aussi faut-il savoir que nombre de mineurs qui sont partis gaillardement au piquet de grève hier, étaient convaincus que le mouvement se poursuivrait, avec ou sans les syndicats. Nous les avons vus découvrir avec stupeur leur isolement et leur impuissance, passer de la tristesse à la colère, puis à la résignation; et cela ne portait pas à rire: il y a des naïvetés respectables.

"Les grévistes d'hier souffraient d'abord d'un sentiment de frustration " Vous n'aviez pas le droit de signer sans notre avis". Toute la journée les dirigeants ont été ainsi apostrophés, singulièrement ceux de la CGT Sans doute parce que c'est le syndicat majoritaire, mais aussi parce que M. Delfosse avait clairement promis ce grand meeting de consultation qui n'a pas eu lieu. La formule dira-t-on était dangereuse. Certes, mais en jouant sur deux tableaux, la masse et les cadres on risquait fort de finir dans l'équivoque. Ainsi at-on fini avec un accord "paraphé mais non signé" et des réunions de persuasion qui n'avaient plus guère à voir avec le référendum annoncé. Les mineurs se sont sentis trompés, et l'ont fait savoir hier, à Lens, en couvrant leurs dirigeants d'injures au cours d'une caricature de meeting. Celui-ci on le sait, avait été promis jeudi soir à la foule qui assiégeait l'immeuble de la CGT. Cette organisation, devant l'ampleur des protestations, a dû tenir sa promesse, entraînant dans son sillage les deux autres centrales.

"DEUX DIRIGEANTS CGT parlementent une heure avec un piquet de grève: C'est donc le groupe de Lens qui s'est trouvé hier, à la pointe de la "grève prolongée". Dans quatre puits sur sept, les 2, 4, II et I2, le travail n'a pratiquement pas repris. Pourquoi Lens? Parce que c'est le centre nerveux du bassin: les meetings centraux, la présence de dirigeants importants et d'une cohorte de journalistes, y ont créé un tonus particulier.

"Cinq heures du matin, à l'entrée de la fosse 2, la plus "dure", du bassin. Les mineurs arrivent un à un, sans musette. Ils forment bientôt un imposant barrage. Tous ceux qui sont ici, assiégeaient jeudi soir l'immeuble de la CGT. Sur la grille de la fosse, ils ont écrit à la craie: "tous à 16h, place du Cantin". Arrive un groupe de galibots, barrette à la ceinture. "Allez dire à votre mère qu'on ne travaille pas" leur lance-t-on. "Ca fait trente-cinq jours, Y'en a marre", murmure un des apprentis, mais il reste à la porte.

"L'attroupement s'épaissit. Les phares des cyclomoteurs trouent la nuit. La plupart des nouveaux arrivants portent musette en bandoulière; ils venaient pour travailler. "La grève continue, leur dit-on". Ils se taisent, et font demi-tour, à moins qu'ils ne s'éloignent et n'attendent. Un seul proteste "tous ce que vous gagnerez, c'est l'année sur le dos". "Etes-vous sûrs que les autres puits ne travaillent pas?" hasardent quelques-uns. Pour toute réponse, on ferme la grille. Seuls les ingénieurs et porions (reconnaissables au sac de sport qui leur tient lieu de musette), rentreront.

"5h30: voici M.Barrois, dirigeant régional de la CGT. Il va argumenter en vain pendant une heure, non sans courage. La discussion est violente: tout y passe: les pourcentages, les congés, la prime.. A bout d'arguments, M.Barrois s'écrie: "Si vous voulez continuer d'accord, on se fera casser la gueule ensemble"

"M.Blondeau, secrétaire fédéral de la CGT surgit à son tour. C'est un des négociateurs de Paris: on l'a rappelé spécialement pour apaiser les esprits. Il n'a pas dormi cette nuit: "si vous croyez que c'est facile, dit-il, allez discuter vous-mêmes avec les Charbonnages".

"Finalement les deux leaders comprenant que les mineurs ne rentreront plus, proposent une réunion à 10 heures. Les ouvriers transis de froid, se dispersent progressivement. Il est 6h30.

"DEBOUT SUR UNE CHAISE DE CAFE, IL FAIT FACE à 200 MINEURS:

"On se retrouve à 10h. Il a été prévu de se réunir dans un cinéma, mais des témoins de Jéhovah l'occupent. On se rabat dans un café, dans lequel s'entassaient deux cents gueules noires.

"M.Barrois juché sur une chaise, va parler pendant une heure. Il commente le protocole point par point. C'est un bon "topo"; l'orateur déclare notamment: "La base a été consultée lors des réunions de puits. La majorité nous a approuvés puisqu'elle a repris le travail aujourd'hui. Vous êtes en minorité. Si vous continuez la grève, le gouvernement vous fera payer au triple l'affront du refus de la réquisition".

"Habilement, il met ensuite le débat sur le terrain politique: "Notre tâche a été difficile. Nous ne sommes plus en 1936. Le gouvernement n'est pas composé d'ouvriers (sic) mais de banquiers et de capitalistes. C'est pourquoi nous avons dû accepter un compromis". Et il conclut: "Voulez-vous finir comme en 1948, avec des milliers de mineurs licenciés ou en prison? Pas de division: nous ne voulons pas sacrifier les meilleurs."

"La chute est belle, mais plus rien n'a pris sur l'assistance, qui hurle: "t'as pas parlé comme ça au meeting... Vous avez fait un simulacre de consultation.. On ne termine pas une grève en queue de poisson dans un bistrot..."

"M.Barrois, dos au mur, entouré de quelques fidèles qui l'ont applaudi périodiquement, reste impassible sous l'avalanche. La voix de la sagesse viendra d'un algérien, militant UTA: "On aurait dû vous consulter, c'est vrai, mais on ne peut pas marcher dans le noir. Vous êtes isolés. Pour tout le monde, l'accord est signé. Si vous allez quêter dans les villes, vous n'aurez plus un sou. Alors reprenez le travail, la tête haute et songez à mieux vous organiser à l'avenir. "

"Tout le monde a écouté avec attention, mais le ton va encore monter et Barrois pour en finir déclare que le meeting annoncé aura bien lieu.

"Dès 15h30, des colonnes de grévistes affluent donc place du Cantin en criant: "Trahison, vendus, et même les responsables au poteau". Trois à quatre mille mineurs se pressent devant le podium. Les leaders syndicaux sont hués dès leur arrivée. Ils vont vivre crispés sur leurs chaises de jardin un moment fort pénible. Pendant une heure quinze, leurs exhortations à la modération seront couvertes par les clameurs et insultes d'une foule déchaînée. M. Peyrefitte lui-même n'a jamais été ainsi attaqué.

"On commence par réclamer M. Delfosse, cible numéro un des mécontents. M. Martel, député communiste et président de séance déclare: "il est alité, il s'est trop donné et souffre d'une affection cardiaque." Mais cela n'apitoie personne. La voix égrime de M. Menu (FO) qui rugit littéralement dans le micro, ne fera pas mieux. M. B. ondeau (CGT) s'écrie pour sa part: c'est le gouvernement qui repousse vos revendications, ce n'est pas nous, mais quand De Gaulle est venu à Lens, vous l'avez acclamé." M. Sauty (CFTC) réussira parfois à se faire écouter, mais n'emporte pas davantage d'adhésion.

"Le spectacle est pénible. Les militants qui ont été aujourd'hui, repris en mains, forment devant le podium un cordon de protection. D'autres sont disséminés dans la foule mais leurs applaudissements ne font pas le poids. Il y aura des bousculades. On verra même des femmes se créper le chignon puis expulser un marchand de poisson qui exprimait son désaccord.

"Nous n'aurions jamais dû accepter de venir ici, dit un dirigeant FO: il y a surtout des inorganisés. D'ailleurs, un meeting après l'ordre de reprise cela ne s'est jamais vu". Après que les leaders se soient retirés sous les huées des groupes stationnement longtemps sur la place, et aux abords du siège cégétiste tout proche. Des insultes seront échangées, des cartes syndicales déchirées.

"Mais on entend aussi " de toutes façons, il faudra reprendre demain" et encore: "retournons à la maison, c'est encore là qu'on est le mieux". On ne croit plus à la poursuite du mouvement, mais on a voulu crier sa colère une dernière fois. Ce bruit et cette fureur, c'est le chant du cygne d'une grève hors série.

"Ce matin, la plupart reprendront la musette. Le reste se décidera lundi. Mais un malaise subsistera sans doute. Il suffisait hier de voir les visages livides des dirigeants cégétistes pour le comprendre.

"A la CFTC où le référendum à la base n'a jamais été prôné, on est resté plus serein. M. Czymansky tirait même des événements cette leçon optimiste: "Certains affirmaient que les syndicats portaient la grève à bout de bras. La mauvaise humeur d'aujourd'hui prouve qu'il n'en était rien, et nous donne plus de force pour les revendications futures."

LENS 4 avril ... " Puis un mineur est monté à la tribune pour dire " Léon (Delfosse) j'ai quelques questions à te poser... Qu'est ce que ça fait ces augmentations, tout au plus un paquet de cigarettes dans la semaine." Alors, Léon Delfosse: " Nous avons obligé le gouvernement à reconnaître qu'il nous volait nous l'obligeons à nous rembourser, alors appelle cela un paquet de cigarettes si tu veux. Moi j'appelle ça une défaite du pouvoir... Je pourrais vous dire moi aussi: Voulez vous supprimer demain le capitalisme? Eh bien je vous mentirais en parlant ainsi car cela arrivera bien sur un jour mais ce ne sera pas demain. On ne peut pas obtenir tout à la fois " (Humanité du 5 avril 1963)

LICTIONS

Réunion inter-entreprise de Paris: 27 avril - 12 présents-2 excusés.

(Assurances-Employés-Imprimerie-Jeumont-Métallos-Mors-PTT-Renault).

Informations d'entreprise: outre les échos d'entreprises, la discussion porte essentiellement sur la fin de la grève des mineurs et les répercussions pour l'ensemble des travailleurs. (informations et discussions sont reprises sous la rubrique " Les travailleurs en France").

Différents camarades des régions minières (Lorraine, Provence, Nord (bassin de Douai), St Etienne) ont envoyé des informations et des lettres sur la grève des mines. Toute la documentation réunie sera reprise dans une brochure sur la grève des mines en même temps qu'une critique des mots d'ordre et des opinions exprimées par les groupes ou partis.

Des camarades anglais:(I.W.M.A.) nous ont demandé un article sur la grève des mineurs, article qui a été publié dans le bulletin Direct Action. Ces camarades doivent nous faire parvenir des informations sur le mouvement Rank and File, en Grande-Bretagne , et sur les manifestations contre la bombe atomique (le texte du tract des "Espions pour la Paix", diffusé lors de la "marche d'Aldermaston" nous a été adressé).

Les camarades de Caen et de Lyon, avec lesquels nous sommes entrés en contact devant se rencontrer à Pâques, nous leur avons demandé de faire la critique d'ICO et de voir quelles liaisons pourraient être établies.

Un camarade hollandais du groupe Spartacus (communistes de Conseils) est venu en France pour avoir des informations sur la grève des mineurs. Des précisions seront demandées à ces camarades sur le licenciement de 300 mineurs espagnols dans le Limbourg hollandais et sur la grève des métallos allemands.

Un camarade de New-York a fait parvenir un article sur la grève des typos à New-York, reproduit dans le présent bulletin.

D'autres points sont plus rapidement évoqués: le sens des manifestations lors de l'exécution de Julian Grimau, la loi sur la réglementation de la grève votée en Belgique par les catholiques et les socialistes, l'annistie en Hongrie, (qui paraît avoir touché non seulement les catholiques, mais aussi ceux qui ont participé à la Révolution de 1956), sur le rôle de la Russie pendant la guerre d'Espagne, la solidarité aux mineurs.

Les finances d'ICO au 23 avril 1963:

<u>Recettes:</u>		<u>Dépenses:</u>	
en caisse fin mars....	167.45	Impression en avril	89.77
abonnements	12.50	Frais postaux mars et avril:	22.00
vente au numéro.....	45.50	Divers	5.00
contributions diverses	95.00		
	<u>320.45</u>		<u>116.77</u>

SOLDE EN CAISSE AU 23 AVRIL : 203.68.-

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis Rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 10 numéros : 2,50 NF**

Versements : **LEGRIS, c. c. p. 4560-49 PARIS**

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : **P. BLACHIER**